

# Table des matières

**Préface**

7

## **Partie I**

### **Constitution de la société patrimoniale**

<b>Chapitre I. Notions de droit des sociétés</b>	13
I.1. Des différentes catégories de sociétés	13
I.1.1. Notion d'entreprise – Distinction avec l'association	13
I.1.2. Sociétés de personnes – Sociétés de capitaux	14
I.1.3. Sociétés fermées – Sociétés ouvertes	14
I.1.4. Sociétés dotées ou non de la personnalité juridique	14
I.1.5. Société à responsabilité limitée ou illimitée	15
I.1.6. Petite société – Microsociété – Grande société	15
I.1.7. Société mère – Société fille	16
I.1.8. Sociétés faisant ou non appel public à l'épargne	17
I.1.9. Société holding	17
I.2. Dispositions communes à toutes les sociétés	18
I.2.1. Dispositions générales	18
I.2.2. Engagements pris au nom d'une société en formation	19
I.2.3. Organes	20
I.2.4. Dénomination	21
I.2.5. Constitution et formalités de publicité	21
<b>Chapitre II. Analyse de différentes formes de sociétés</b>	23
II.1. La société simple (anciennement société de droit commun ou société civile)	23
II.1.1. Présentation et intérêt de la société simple	23
II.1.2. Définition et caractéristiques	24
II.1.3. Notion d'« entreprise »	25
a) Immatriculation à la Banque-carrefour des entreprises	25
b) Mentions dans les actes, lettres et documents émanant de la société simple	26
c) Obligations de transparence, d'information et de non-discrimination	26

d)	Obligations en matière comptable	27
e)	Règles relative à l'insolvabilité des entreprises	27
f)	Règles de preuve	27
g)	Juridiction compétente	28
h)	Déclaration des bénéficiaires effectifs dans le registre UBO	28
II.1.4.	Constitution de la société et de son «patrimoine» social	29
II.1.4.1.	Forme	29
II.1.4.2.	Associés	30
II.1.4.3.	Apports et patrimoine social de la société simple	30
II.1.4.4.	Contrepartie de l'apport	31
II.1.5.	Gestion et administration	31
II.1.6.	Responsabilité	33
II.1.7.	Répartition des revenus et des pertes	34
II.1.8.	Prélèvement sur le patrimoine social	34
II.1.9.	Assemblée générale	35
II.1.10.	Obligations comptables	35
II.1.11.	Durée	35
II.1.12.	Dissolution	36
II.1.12.1.	Régime général	36
II.1.12.2.	Décès d'un associé et clause de continuation	36
II.1.12.3.	Retrait d'un associé	37
II.1.12.4.	Exclusion d'un associé	38
II.1.12.5.	Résolution judiciaire partielle	38
II.1.13.	Liquidation de la société simple	38
II.2.	La société anonyme et la société en commandite par actions	38
II.2.1.	Introduction	38
II.2.2.	La société en commandite par actions (SCA)	39
II.2.3.	Société anonyme (SA)	41
II.2.3.1.	Cessibilité des titres	41
II.2.3.2.	Organe de gestion	41
a)	Présentation	41
b)	Conseil d'administration	42
c)	Administrateur unique	42
II.3.	La société à responsabilité limitée (SRL)	43
II.3.1.	Définition et intérêt	43

II.3.2.	Droits liés aux parts	44
II.3.3.	Cessibilité des parts	45
II.3.3.1.	Code des sociétés	45
II.3.3.2.	CSA	45
II.3.4.	Gestion de la SRL – Administrateur statutaire	46
II.3.4.1.	Code des sociétés	46
II.3.4.2.	CSA	47
II.3.5.	Démission d'un actionnaire	48
II.4.	La société holding	49
<b>Chapitre III.</b>	<b>Motifs à l'origine de la société patrimoniale</b>	51
III.1.	Séparation des patrimoines privé et professionnel	51
III.2.	Pérennité du patrimoine	51
III.3.	Incidence du régime matrimonial	52
III.4.	Maintien du caractère familial de la société	52
III.5.	Responsabilité personnelle du dirigeant d'entreprise	53
III.5.1.	Responsabilité résultant d'une faute de gestion	54
III.5.2.	Responsabilité résultant d'une faute aquilienne (art. 1382 du Code civil)	55
III.5.3.	Violation d'une disposition des statuts ou du CSA	55
III.5.4.	Responsabilité spécifique du dirigeant dans l'entreprise en difficulté ou en faillite	56
<b>Chapitre IV.</b>	<b>Régime fiscal du transfert d'actifs à la société patrimoniale</b>	57
IV.1.	Généralités	57
IV.2.	Droits d'enregistrement	57
IV.2.1.	Transmission à titre onéreux de biens immeubles	57
IV.2.1.1.	Opération imposable	57
IV.2.1.2.	Base imposable : principes	58
IV.2.1.3.	Base d'imposition principale : la valeur conventionnelle des immeubles	58
a)	Vente	58
b)	Échange	60
c)	Apport de biens immeubles en société	60
d)	Conventions translatives autres que la vente, l'échange et les apports en société	60
IV.2.1.4.	Base d'imposition accessoire : la valeur vénale des immeubles transmis	61

a)	Notion	61
b)	Principe	61
IV.2.1.5.	Taux applicables	62
IV.2.1.6.	Exemptions	63
IV.2.2.	Apports en société	64
IV.2.2.1.	Notions	64
a)	Les sociétés concernées	64
b)	Les apports concernés	65
IV.2.2.2.	Règles de perception et taux	66
IV.2.2.3.	Opérations imposables	68
a)	Apports ordinaires	68
b)	Apports mixtes	68
c)	Apports d'immeubles affectés ou destinés partiellement ou totalement à l'habitation	69
IV.2.2.4.	Base imposable	70
IV.3.	Impôts sur les revenus	71
IV.3.1.	Cession d'une participation ou de valeurs mobilières	71
IV.3.1.1.	Plus-values – Généralités	71
a)	Absence de taxation à l'IPP	72
b)	Taxation au titre des revenus divers	73
c)	Taxation au titre des revenus professionnels	75
IV.3.1.2.	Plus-values internes	75
a)	Notion	75
b)	Traitement fiscal	76
IV.3.2.	Cession d'un immeuble	83
IV.3.2.1.	Taxation au titre de l'article 90, 1° et 9°, du CIR 92	83
a)	Manière avec laquelle le bien est rentré dans le patrimoine du contribuable	83
b)	Recours à l'emprunt par le contribuable	84
c)	Délai écoulé entre l'acquisition et la revente de l'immeuble	84
d)	Fréquence des opérations	84
e)	Recours à une structure (professionnelle)	85
f)	Profession du contribuable	85
IV.3.2.2.	Taxation au titre de l'article 90, 8°, du CIR 92 (plus-values sur immeubles non bâtis réalisées dans le cadre de la gestion normale de patrimoine privé)	85

IV.3.2.3. Taxation au titre de l'article 90, 10°, du CIR 92 (plus-values sur immeubles bâtis réalisées dans le cadre de la gestion normale de patrimoine privé)	87
IV.4. Taxe sur la valeur ajoutée	89

## PARTIE II

### Fonctionnement de la société patrimoniale

<b>Chapitre I. Régime de taxation de la société</b>	93
I.1. Introduction	93
I.2. Détermination du résultat imposable	94
I.2.1. Notion de «bénéfices»	94
I.2.2. Notion de «bénéfice imposable»	94
II.2.2.1. Réserves	94
a) Réserves apparentes ou occultes	94
b) Réserves incorporées au capital et primes d'émission imposables	96
c) Quotité imposable des plus-values de réévaluation	96
d) Réserve légale	97
e) Réserves indisponibles	97
f) Réserves disponibles	97
g) Bénéfice reporté ou perte reportée	98
h) Réserve de liquidation	98
i) Provisions imposables	99
j) Autres réserves figurant au bilan	100
k) Réserves occultes	100
l) Majorations de la situation de début des réserves	101
I.2.2.2. Dépenses non admises	102
a) Impôts non déductibles	102
b) Impôts, taxes et rétributions régionaux	103
c) Amendes, pénalités et confiscations de toute nature	104
d) Frais de voiture et moins-values sur véhicules non déductibles	105
e) Frais de voiture à concurrence d'une quotité de l'avantage de toute nature	105
f) Intérêts exagérés	106
g) Intérêts relatifs à une partie de certains emprunts	106

h)	Avantages anormaux ou bénévoles	107
i)	Libéralités	108
j)	Réductions de valeur et moins-values sur actions ou parts	108
k)	Frais d'œuvres agréées tax shelter	108
l)	Primes, subsides en capital et en intérêts régionaux	109
m)	Dépenses non justifiées	109
n)	Autres dépenses non admises	110
I.2.2.3.	Dividendes distribués	111
a)	Dividendes ordinaires	111
b)	Acquisition d'actions propres	114
c)	Décès, démission ou exclusion d'un associé	115
d)	Partage de l'avoir social	116
I.2.3.	Charges professionnelles déductibles	117
I.2.3.1.	Principe	117
I.2.3.2.	Illustrations	117
I.2.4.	Détermination du revenu taxable de la société	119
I.2.4.1.	Généralités. Limitation de déduction	119
I.2.4.2.	Ventilation des bénéfices	120
I.2.4.3.	Déduction des éléments immunisés	123
a)	Bénéfices exonérés par convention	123
b)	Autres éléments non imposables	123
c)	Revenus définitivement taxés	123
d)	Déduction pour revenus de brevets	125
e)	Déduction pour revenus d'innovation	126
f)	Déduction pour investissement (DPI)	127
g)	Déduction des transferts intra-groupe	128
h)	Exit tax	128
i)	Déduction pour capital à risque « incrémentale »	128
j)	Pertes antérieures	130
k)	Limitation des déductions (mécanisme dit de la « corbeille »)	132
I.3.	Taux de l'impôt des sociétés	132
I.3.1.	Introduction	132
I.3.2.	Taux applicables	133
I.4.	Régime fiscal des plus-values sur immeubles	134

I.4.1.	Notion de plus-value – Trois catégories	134
I.4.1.1.	Plus-values latentes	134
I.4.1.2.	Plus-values de réévaluation	134
I.4.1.3.	Plus-values réalisées	135
I.4.2.	Quotité monétaire des plus-values	136
I.4.3.	Plus-values obtenues ou constatées à l’occasion d’un apport d’une ou plusieurs branches d’activité ou d’une universalité de biens à une société	137
I.4.4.	Taxation étalée des plus-values	138
I.4.4.1.	Principe	138
I.4.4.2.	Conditions et sanction	138
a)	Condition de emploi	138
b)	Condition d’intangibilité	139
c)	Condition formelle : établissement d’un relevé 276 K	139
d)	Sanction en cas de non-respect de ces conditions	139
I.4.4.3.	Transfert du emploi ou de la plus-value à l’occasion d’un apport d’une branche d’activité ou d’une universalité de biens	140
I.5.	Régime fiscal des plus-values sur actions et des dividendes attribués en rémunération <i>de celles-ci</i>	140
I.5.1.	Principe : exonération des plus-values sur actions	140
I.5.2.	Conditions d’exonération des plus-values sur actions	141
a)	Condition relative au régime des RDT	141
b)	Condition de détention	141
c)	Condition de participation	141
d)	Sanctions	141
I.5.3.	Renonciation au précompte mobilier sur les dividendes attribués en rémunération des actions	142
I.5.3.1.	Taxanonciation au précompte mobilier entre sociétés résidentes et/ou européennes	142
<b>Chapitre II.</b>	<b>Conservation du contrôle de la société</b>	<b>145</b>
II.1.	Au moyen d’une structure sociétaire	145
II.1.1.	SPRL et gérant statutaire (pour mémoire)	145
II.1.2.	Société en commandite par actions (pour mémoire)	146
II.1.3.	Société simple (anciennement société de droit commun)	147
II.2.	Pacte d’indivision assorti d’un mandat de gestion	148
II.2.1.	Présentation	148
	ANTHEMIS	279

II.2.2.	Caractéristiques de la copropriété volontaire	149
II.2.3.	Contenu du pacte d'indivision	150
II.2.4.	Mandat de gestion	151
II.2.5.	Fin de l'indivision volontaire. Partage	153
II.3.	Constitution d'un usufruit	156
II.4.	Pactes d'actionnaires	156
<b>Chapitre III.</b>	<b>Retirer des «revenus» de la société</b>	159
III.1.	La rémunération des dirigeants d'entreprise	159
III.1.1.	Deux sous-catégories de dirigeants d'entreprise	160
III.1.1.1.	Dirigeants de la première sous-catégorie	160
III.1.1.2.	Dirigeants de la deuxième sous-catégorie	160
III.1.2.	Évolution du principe d'attraction	161
III.1.3.	Composantes de la rémunération	162
III.1.3.1.	Tantièmes, jetons de présence, émoluments et toutes autres sommes fixes ou variables allouées par des sociétés, autres que des dividendes ou des remboursements de frais propres à la société	162
III.1.3.2.	Avantages de toute nature obtenus en raison ou à l'occasion de l'exercice de l'activité professionnelle	163
a)	Généralités	163
b)	Prêt consenti sans intérêt ou à un taux d'intérêt réduit (article 18, § 3, 1, de l'arrêté royal d'exécution du CIR 92)	165
c)	Disposition gratuite d'immeubles ou de parties d'immeubles (article 18, § 3, 2, de l'arrêté royal d'exécution du CIR 92)	165
III.1.3.3.	Loyers et avantages locatifs « excessifs »	167
III.2.	Les dividendes	168
III.3.	Les prélèvements et les avances en compte courant et les intérêts	168
III.3.1.	Prélèvements – Compte courant débiteur	168
III.3.2.	Avances – Compte courant créditeur	171
III.3.2.1.	Présentation générale	171
III.3.2.2.	Conditions d'application de la requalification des intérêts en dividendes	173
a)	Existence d'une «avance»	174
b)	Bénéficiaire de l'avance	175



c) Auteur de l'avance	175
d) Limites	176
III.4. La réduction de capital	178
III.4.1. Principe	178
III.4.2. Notion de « capital »	179
III.4.3. Notion de « capital libéré »	180
III.4.4. Réduction de capital dans une SRL – Double test	182
III.4.4.1. Le test de solvabilité (compétence de l'assemblée générale)	182
III.4.4.2. Le test de liquidité (compétence de l'organe d'administration)	182
III.4.5. Régime fiscal applicable à la réduction de capital	183
III.5. La liquidation et les réserves de liquidation	184

### PARTIE III

#### Transmission des actions

<b>Chapitre I. Transmission des actions à titre gratuit</b>	187
I.1. Notion de libéralité	187
I.2. Donation entre vifs	187
I.2.1. Définition	187
I.2.2. Éléments constitutifs de la donation	188
I.2.2.1. L'élément intentionnel : « l'animus donandi »	188
I.2.2.2. L'élément matériel : l'enrichissement et l'appauvrissement	188
I.2.3. Conditions de validité d'une donation	188
I.2.3.1. Conditions de fond	188
I.2.3.2. Conditions de forme	188
I.2.4. Types de donations	189
I.2.4.1. Donation authentique	189
I.2.4.2. Don manuel	189
I.2.4.3. Donation indirecte	190
I.2.4.4. Donation constatée à l'étranger (par exemple, aux Pays-Bas)	192
a) Régime antérieur au 15 décembre 2020	192
b) Régime depuis le 15 décembre 2020	193
I.3. Avantages matrimoniaux	193

I.3.1.	Principe	193
I.3.2.	Clause de préciput	193
I.3.3.	Clause de partage inégal	194
I.3.4.	Qualification en droit civil : avantages matrimoniaux	194
I.3.4.1.	Principe	194
I.3.4.2.	Exceptions	194
I.4.	Le rapport	195
I.4.1.	Notion	195
I.4.2.	Modalités du rapport	196
I.5.	La réserve et l'action en réduction	198
I.5.1.	Notion	198
I.5.2.	Héritiers réservataires	199
I.5.3.	Réserve des enfants et des descendants du défunt	199
I.5.4.	Réserve du conjoint	199
I.5.5.	Détermination de la quotité disponible et de la réserve	201
I.5.6.	Action en réduction	202
I.6.	Régime fiscal applicable aux donations d'actions	203
I.6.1.	Donations d'actions exemptes de droits	203
I.6.1.1.	Dons manuels (pour mémoire) et donations indirectes	203
I.6.1.2.	Incidence de l'article 7 du CDS (article 2.7.1.0.5 du VCF)	205
I.6.2.	Donations d'actions soumises aux taux réduits	207
I.6.3.	Sort des anciennes donations reprises dans les pactes successoraux	209
I.6.4.	La société simple, outil de planification successorale	210
I.6.4.1.	Donation préalable suivie de la constitution de la société simple	210
I.6.4.2.	Création de la société simple par les donateurs suivie de la donation des parts de la société simple	211
I.6.5.	Donations d'actions d'«entreprises»	213
I.6.5.1.	Introduction	213
I.6.5.2.	Donation d'entreprises en Région wallonne	214
a)	Présentation	214
b)	Champ d'application	214
c)	Conditions d'octroi du tarif réduit	216

d)	Conditions de maintien du tarif réduit	217
e)	Sanctions	218
I.6.5.3.	Donation d'entreprises dans la Région de Bruxelles-Capitale	219
a)	Présentation	219
b)	Champ d'application	220
c)	Conditions d'octroi du tarif réduit	221
d)	Conditions de maintien du tarif réduit pour la transmission de la société familiale (art. 140/2, § 2, du CDE)	222
e)	Conditions de forme (article 140/3 du CDE)	222
f)	Sanction (article 140/5 du CDS)	223
I.6.5.4.	Donation de sociétés de famille en Région flamande	224
a)	Présentation	224
b)	Champ d'application	224
c)	Conditions de forme	226
d)	Conditions de maintien de l'exonération	226
e)	Période suspecte	227
f)	Cas particulier	227
g)	Sanctions	228
I.7.	Quelques clauses venant modaliser la donation	228
I.7.1.	Sauvegarde des revenus	228
I.7.1.1.	Réserve d'usufruit	228
I.7.1.2.	Charge financière	229
I.7.2.	Conservation du contrôle	230
I.7.2.1.	Choix d'une structure sociétaire adéquate	230
I.7.2.2.	Pacte d'indivision assorti d'un mandat de gestion	230
I.7.2.3.	Constitution d'un usufruit	230
I.7.2.4.	Pactes d'actionnaires	230
I.7.3.	Garantie contre les aléas affectant le donataire	230
I.7.3.1.	Clause de retour conventionnel	231
I.7.3.2.	Interdiction d'aliénation ou de mise en gage	233
I.7.3.3.	Interdiction d'apport en communauté ou en société	233
<b>Chapitre II.</b>	<b>Transmission des actions à titre onéreux</b>	<b>235</b>
II.1.	Régime fiscal dans le chef du cédant	235
II.1.1.	Cédant personne physique	235
		283

II.1.1.1.	Rappels	235
II.1.1.2.	Plus-value réalisée à l'occasion de la cession d'une importante participation à une personne morale non résidente établie hors de l'EEE	236
II.1.2.	Cédant société	236
II.2.	Régime fiscal dans le chef du cessionnaire société	236
II.2.1.	Surprix	236
II.2.2.	Pertes déductibles antérieures	237
II.3.	Aménagements conventionnels destinés à protéger l'acquéreur	237
II.3.1.	La phase précontractuelle (pré-closing)	237
II.3.1.1.	Les conventions de confidentialité	237
II.3.1.2.	Les conventions d'exclusivité	238
II.3.1.3.	Les déclarations d'intention et les gentlemen's agreements	238
II.3.1.4.	Audit précontractuel	239
II.3.2.	La phase contractuelle	239
II.3.2.1.	Déclarations du cédant	240
a)	Déclarations relatives aux actions cédées et à la société sous-jacente	240
b)	Déclarations relatives à l'actif	240
c)	Déclarations relatives au passif	241
II.3.2.2.	Clauses de garantie	241
a)	Les garanties de valeur	241
b)	Les garanties de passif	244
c)	Observations communes aux garanties de valeur et de passif	245
II.3.2.3.	Autres clauses	245
a)	Clause résolutoire expresse ou pacte commissaire expres	245
b)	Clause relative à la démission et à la décharge des administrateurs et gérants sortants	246
II.3.3.	La phase post-contractuelle (post-closing)	246

## PARTIE IV

**Dissolution et liquidation**

<b>Chapitre I. Notions de droit des sociétés</b>	249
I.1. La dissolution	249
I.1.1. Dissolution volontaire par l'assemblée générale	249
I.1.2. Dissolution judiciaire	250
I.2. La liquidation	250
I.2.1. Généralités	250
I.2.2. Choix du liquidateur	251
I.2.3. Déroulement des opérations de liquidation	252
I.2.4. Responsabilité des liquidateurs	254
I.2.5. Clôture de la liquidation en un seul acte	255
<b>Chapitre II. Conséquences fiscales de la dissolution et de la liquidation</b>	257
II.1. Droits d'enregistrement	257
II.1.1. Droit de partage de biens immeubles situés en Belgique	257
II.1.1.1. Contexte	257
II.1.1.2. Opérations imposables et taux	257
II.1.1.3. Base imposable	258
II.1.1.4. Exemption en cas d'application de la TVA	258
II.1.1.5. Liquidation d'une société simple mobilière	258
II.1.2. Attribution à un associé/actionnaire d'un immeuble appartenant à la société	258
II.1.2.1. Régime applicable aux sociétés « de personnes » (article 129 du CDE/Rég. wall.)	259
a) Principe : droit applicable aux ventes	259
b) Exceptions : taxation selon la nature de l'opération	260
c) Exception à l'exception lorsque l'immeuble a subi des aménagements, des constructions, des reconstructions ou des transformations nécessitant un permis d'urbanisme	260
d) Partage de l'avoir social	261
e) Situation de l'associé qui est également copropriétaire de l'immeuble avec la société	262
II.1.2.2. Régime applicable aux sociétés « de capitaux » (article 130 du CDE/Rég. wall.)	262
II.2. Impôts sur le revenu	262
ANTHEMIS	285

II.2.1.	Régime fiscal du boni de liquidation	262
I.2.1.1.	Taxation dans le chef de la société	263
I.2.1.2.	Taxation dans le chef des actionnaires ou associés personnes physiques	264
a)	Assiette de l'impôt	264
b)	Taux	264
c)	Perception de l'impôt	264
II.2.2.	Réserve de liquidation	265
II.2.2.1.	Notion de réserve de liquidation	265
II.2.2.2.	Constitution d'une réserve de liquidation	266
a)	Sociétés visées	266
b)	Condition d'intangibilité	267
c)	Montant pouvant être affecté à la réserve de liquidation	268
d)	Cotisation distincte de 10 %	269
e)	Moment de la constitution de la réserve de liquidation	270
I.2.2.3.	Distribution de la réserve de liquidation	270
a)	Distribution sous forme de dividendes	270
b)	Distribution sous forme de boni de liquidation	272